



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

**Commune de VILLERS-
BRETONNEUX**

-:-:-

Installations classées
pour la protection de l'environnement

-:-:-

**CONSULTATION
PUBLIQUE**

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016, il sera procédé, du 5 décembre 2016 au 2 janvier 2017 inclus, soit pendant 29 jours consécutifs, à une consultation publique sur la demande présentée par la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE SOMME, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une déchetterie relevant du régime de l'enregistrement, sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, parcelles cadastrées section AC 105 et AC 107.

Les informations relatives à cette procédure peuvent être demandées auprès du Préfet de la Somme (Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale – Bureau de l'Administration Générale et de l'Utilité Publique)

L'ouverture de la consultation publique sera annoncée dans la commune de VILLERS-BRETONNEUX et dans celles incluses dans son rayon d'affichage ainsi que celles concernées par les risques et inconvénients dont ce projet pourrait être la source, à savoir: MARCELCAVE ainsi que sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr/>

Pendant cette période, les pièces du dossier ainsi qu'un registre de consultation publique seront déposés au secrétariat de la mairie de VILLERS-BRETONNEUX afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Les observations pourront également être adressées par écrit à la préfecture de la Somme (Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale – Bureau de l'Administration Générale et de l'Utilité Publique) ou, le cas échéant, par voie électronique (pref-environnement@somme.gouv.fr), avant la fin du délai de consultation du public

Le registre sera clos par le maire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, à l'expiration de la consultation.

La décision d'accorder ou non cette autorisation d'exploiter sera prise par le Préfet de la Somme sous la forme d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L.521-7 du code de l'environnement, ou d'un arrêté préfectoral de refus

Amiens, le 9 novembre 2016

Pour le Préfet et par délégation,
L'attachée, cheffe de bureau,

Brigitte LEGRAND